

55



GÉOÉCONOMIE

REVUE TRIMESTRIELLE - AUTOMNE 2010

LA FRANCOPHONIE FACE À LA MONDIALISATION

Les défis de la Francophonie

Jean-Pierre RAFFARIN

Ancien Premier ministre, représentant personnel du président de la République pour la Francophonie.

La Francophonie institutionnelle a fêté, le 20 mars dernier, ses 40 années d'existence.

D'une récente étude d'opinion (février 2010), il ressort que la francophonie constitue un thème de rassemblement pour les Français sans distinction partisane, d'âge ou de catégorie socioprofessionnelle. En effet, les Français considèrent que la francophonie est une idée moderne (71 %) qui devrait être davantage défendue dans le monde (90 %), car elle est aujourd'hui menacée (52 %). Pour y remédier, ils proposent d'inciter les hommes politiques francophones à parler français, notamment à l'étranger, et à développer l'enseignement du français.

Cet attachement des Français pour la francophonie, sans distinction partisane, d'âge ou de catégorie socioprofessionnelle, doit nous inciter

à raisonner en termes de défis à relever et non de simples constats désabusés.

Le premier de ces défis, et l'un des enjeux majeurs de ma mission de représentant personnel du président de la République, concerne le statut international du français, cette « langue adaptée par excellence au caractère universel de la pensée » (Léopold Sédar Senghor). Nous devons faire preuve dans ce domaine d'une certaine « intransigeance francophone ».

L'intransigeance francophone dans les institutions internationales pour faire vivre la diversité culturelle

Le statut international de la langue française est une réalité. Le français est reconnu comme langue officielle et même de travail par la plupart des organisations internationales. Pourtant, l'idée d'un déclin inexorable, d'une « langue en état de siège » selon l'expression de Jean Dutourd, gagne du terrain et tend à s'imposer, notamment au sein de l'Union européenne.

24

Cette érosion du français comme langue de travail est aisément vérifiable d'un point de vue statistique. En 1996, 46 % des documents de la Commission européenne étaient rédigés en anglais et 38 % en français. Mais cet écart s'est progressivement creusé pour atteindre respectivement 74 % et 12 % en 2008. Les élargissements successifs de l'UE ne sont pas seuls responsables.

Ce recul n'est pas atténué par des efforts de traduction suffisants.

Ainsi, à Genève, à l'Office des Nations unies où je me suis rendu au mois de mai, l'état des lieux n'est pas satisfaisant. Sur les quelque 220 000 pages traduites en 2009 par les services de l'ONUG, seuls 13 % l'ont été dans les délais prescrits, soit six semaines.

Ces carences ont des incidences politiques lourdes.

Aux Nations unies, dans le cadre des opérations de maintien de la paix, 56 % des effectifs militaires déployés opèrent sur des terres francophones. Or, les contingents francophones ne constituent que 16 % des contributions totales. L'absence de mise à disposition de manuels traduits en français est l'une des causes principales de cette situation.

Les conséquences négatives sont évidentes ; chacun sait bien que la réussite de telles opérations est largement conditionnée par le lien qui s'instaure ou pas entre les contingents militaires et la population locale. Une langue commune favorisera l'établissement d'une confiance réciproque et sera un atout considérable pour la réussite globale de l'opération.

Lorsque le président de la République m'a nommé comme son représentant personnel pour la Francophonie, j'ai pris l'initiative de me rendre à Bruxelles (janvier 2010), à New York (février 2010) et à Genève d'où je reviens afin de sensibiliser les plus hauts dirigeants sur ces dérives inacceptables. Car c'est bien la volonté ou plutôt l'absence de volonté politique qui est en cause ! J'y ai plaidé pour une certaine « intransigeance francophone ».

Il ne s'agit pas sous cette appellation de mener un combat stérile contre un anglais (normalisé) qui s'est imposé comme la langue de communication internationale. Mais de promouvoir le multilinguisme, prolongement culturel du multilatéralisme. La langue n'est pas seulement un outil de communication, elle est aussi l'expression d'une pensée, d'une culture, d'un patrimoine. Sans multilinguisme effectif, la diversité culturelle reste un concept vide de sens.

25

L'intransigeance francophone, c'est aussi rappeler quelques règles : dans une enceinte internationale où le français est langue de travail, il est inadmissible que les officiels francophones s'expriment en anglais. Comme l'a rappelé le président de la République, le 20 mars, à l'occasion de la journée internationale de la Francophonie : « La francophonie est pour la diplomatie française une priorité, encore faudrait-il que tous les diplomates français y croient ».

Jamais la France n'a compté autant de ses ressortissants à la tête d'organisations internationales : FMI, OMC, Union postale universelle, Banque des règlements internationaux, Organisation mondiale pour la santé animale, Organisation météorologique mondiale, Fonds pour l'environnement mondial, Organisation de l'aviation civile internationale, Agence internationale pour les énergies renouvelables, etc.

Il n'est pourtant pas certain que cette opportunité soit exploitée comme il conviendrait. Lorsque j'observe le directeur général du FMI s'exprimer exclusivement en anglais, aux Nations unies, à l'occasion de la conférence des donateurs pour Haïti, alors même que la secrétaire d'État, Hillary Clinton, fait l'effort de prononcer quelques phrases en français, j'estime que l'on atteint les limites de l'absurde.

Ce combat en faveur du multilinguisme qui passe par le maintien du français comme langue de travail effective dans les instances internationales, je le poursuivrai prochainement à Vienne.

La deuxième priorité de ma mission concerne l'enseignement scolaire du français à l'étranger.

Il n'y a pas de déclin du français, la demande est forte soyons capables de la satisfaire !

La France dispose d'un réseau exceptionnel. 449 écoles et lycées homologués accueillent plus de 253 000 élèves dont 158 000 étrangers. Pivot de ce système, l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger (AEFE) vient de célébrer son 20^e anniversaire. Ces établissements sont le principal vecteur de diffusion de la langue et de la culture française. C'est le rayonnement, l'influence, l'image, le rang de la France sur la scène internationale qui s'y jouent dans les années à venir.

26

Or, ce réseau, victime de son succès, n'est pas toujours en mesure de satisfaire la demande, en raison des contraintes budgétaires. Car la demande d'enseignement à la française n'a jamais été aussi forte, c'est notre offre qui est insuffisante ! Des efforts budgétaires doivent être consentis pour dépasser cette situation de sous-financement structurel. La mise aux normes des établissements (« vitrine de la France à l'étranger »), l'accroissement des capacités d'accueil doivent être menés à bien.

À cet égard, il est regrettable que l'enseignement du français à l'étranger (écoles primaires, collèges, lycées) ait été laissé à l'écart du champ d'action du grand emprunt. Quel meilleur investissement sur l'avenir que celui sur le capital humain, sur le savoir-faire français en matière d'éducation ?

Dans le même temps, nous devons mener une réflexion qualitative sur le maillage de notre réseau. La crise économique et financière a consacré la montée en puissance des grands pays émergents : Brésil, Russie, Inde, Chine (BRIC) et leur affirmation politique (Sommet de Brasília du 16 au 16 avril). Notre offre de français est-elle suffisamment dense dans ces États ? Probablement pas... Pourtant, c'est là que se trouvent les nouvelles frontières de la francophonie ! Dans ces grandes nations émergentes, il convient d'entretenir et de développer des filières francophones, des îlots francophones. Ce qui se fait à Wuhan, capitale de la province du Hubei

en Chine, qui compte plus de 10 000 étudiants apprenant le français et où se développe une filière médicale francophone, est exemplaire et doit être reproduit ailleurs

Ma troisième conviction est que l'une des principales forces de la Francophonie est d'être une enceinte exceptionnelle pour le dialogue des cultures.

La francophonie, espace géopolitique pertinent pour construire un « humanisme de la diversité »

L'Organisation internationale de la Francophonie a fêté ses 40 ans, le 20 mars 2010. Songez qu'un pays membre de l'Organisation des Nations unies sur trois est membre de plein droit, associé ou observateur de l'OIF. Que plus de 200 millions de personnes ont le français en partage, de l'Amérique à l'Asie, en passant par l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. Que le français est avec l'anglais la seule langue présente sur cinq continents.

27

La Francophonie est une communauté de nations qui dépasse les blocs géographiques ou politiques, puisqu'elle nous réunit autour de notre langue et des valeurs dont elle est porteuse. « Je suis sensible au fait que la langue française rassemble des pays du Nord et du Sud, d'Orient et d'Occident qui ressentent un lien particulier entre eux et trouvent un espace de dialogue », écrit Amin Maalouf.

Ce caractère transversal en a fait un formidable lieu de dialogue. En 1970, déjà, l'accord de Niamey reflétait les premières prises de conscience des défis globaux du développement et de l'environnement. Cette inspiration s'est affirmée tout au long de la construction institutionnelle de la Francophonie : l'OIF est à présent, grâce à une organisation globale qui fait progresser les grands débats mondiaux, car sa large diversité rend son message original et unique. Ce message, grâce à l'autorité et l'action déterminées du secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf, est de plus en plus entendu.

Le véritable défi qui nous est posé aujourd'hui est donc de parvenir à réconcilier unité et diversité, à dépasser l'apparente contradiction ou opposition entre universalité des valeurs et respect de la diversité culturelle. Nous devons pour cela éviter deux écueils : le relativisme exacerbé qui nous conduirait à nous renier et l'arrogance de ceux qui instrumentalisent les droits de l'homme pour servir des intérêts purement occidentaux. C'est

que j'appellerais un « humanisme de la diversité ». L'espace francophone me paraît pertinent pour conduire ce débat !

Enfin, je voudrais conclure en exprimant ma conviction que cette année 2010 sera riche et marquante pour la Francophonie.

2010 : année particulière pour la Francophonie marquée notamment par la tenue du Sommet de Montreux

Nous avons célébré le 40^e anniversaire de la Francophonie institutionnelle à l'Élysée. À cette occasion le président de la République a tenu un discours mobilisateur et porteur d'espoir. Il a donné « un appui d'une vigueur sans précédent » à notre cause.

Près de 90 États dans le monde ont célébré cet anniversaire.

28 La solidité institutionnelle de la Francophonie se matérialisera par la mise en service d'une « Maison de la Francophonie » que la France mettra à la disposition de l'OIF et qui sera inaugurée par le président de la République.

Cette Maison sera un point de passage et de rencontres : elle recevra les représentants des 70 États membres et observateurs, les partenaires institutionnels dont les grandes organisations internationales comme l'ONU ou l'Union européenne, mais aussi les personnalités et les associations qui font vivre la francophonie sur le terrain, en particulier les ONG francophones. Elle sera un lieu vivant de culture et de diffusion, apprécié des Français.

Cette année 2010 sera marquée par le Sommet de la Francophonie. Montreux doit être le point de départ d'un processus multilatéral, notamment en vue de la présidence française des G8/G20.

Lors du Sommet de Québec, nous avons pris toute la mesure de notre contribution à l'action de la communauté internationale.

C'est, en effet, à Québec en octobre 2008 que les progrès politiques accomplis par la Francophonie ont été mis clairement en évidence. En témoigne la présence du secrétaire général de l'ONU, le président de la Commission européenne, aux côtés des nombreux chefs d'État et de gouvernement.

Il s'agit désormais d'installer la Francophonie comme un acteur légitime, à part entière de la mondialisation. C'est la solidarité des francophones face à la crise financière à Québec qui a permis au président français de convaincre le président des États-Unis de l'idée de sommets successifs sur la gouvernance financière, à l'origine d'un profond renouvellement de notre travail collectif. Beaucoup reste à faire et, plus que jamais, les francophones doivent agir pour poursuivre ce renouvellement de la gouvernance mondiale.

En effet, nous sommes tous confrontés aux défis de la gouvernance mondiale, quel que soit notre continent ou notre niveau de développement. Nous devons relever des défis politiques :

- la réforme des Nations unies au tout premier plan, notamment du Conseil de sécurité ;
- la poursuite des efforts engagés pour améliorer la participation francophone aux opérations de maintien de la paix est nécessaire pour assurer le succès de ces opérations dans les pays de l'espace francophone ;
- nous devons également être attentifs à l'impact croissant des menaces transversales (drogue, criminalité organisée, corruption notamment) sur la paix et la sécurité internationale et la mobilisation souhaitable de la communauté francophone sur ces questions.

29

Enfin, le climat est un grand sujet pour le Sommet de Montreux, qui précédera l'échéance du Mexique de quelques semaines. Comme en 2008, des positions communes du Sommet devraient être recherchées sur le climat en cristallisant le plus possible le potentiel de la Francophonie, où l'interaction très directe entre chefs d'État et de gouvernement peut permettre une percée davantage que dans les enceintes pléthoriques soumises aux logiques de blocs.

Comme vous le constatez ce programme, ces enjeux prouvent que cette année 2010 sera riche et dense pour la Francophonie. À ceux qui douteraient de notre force, je voudrais rappeler que jamais, dans le passé, autant d'êtres humains ne se sont exprimés en français ! Jamais la demande de français n'a été si forte ! Ayons confiance en nous...

Résumé

Malgré ses quarante ans d'existence, la Francophonie est encore aujourd'hui confrontée à plusieurs défis. Défendre et promouvoir le multilinguisme dans les instances internationales par l'intermédiaire d'un renforcement d'une « intransigeance francophone » ; satisfaire et rendre

accessible la demande d'apprentissage du français dans le monde entier ; permettre, grâce à l'universalité de la langue et des valeurs de la Francophonie, la promotion d'un « humanisme de la diversité » ; ou encore de renforcer la légitimité de la Francophonie comme acteur de la mondialisation et du renouvellement de la gouvernance mondiale ; tels sont donc les grands défis de la Francophonie que nous devons relever.

Abstract

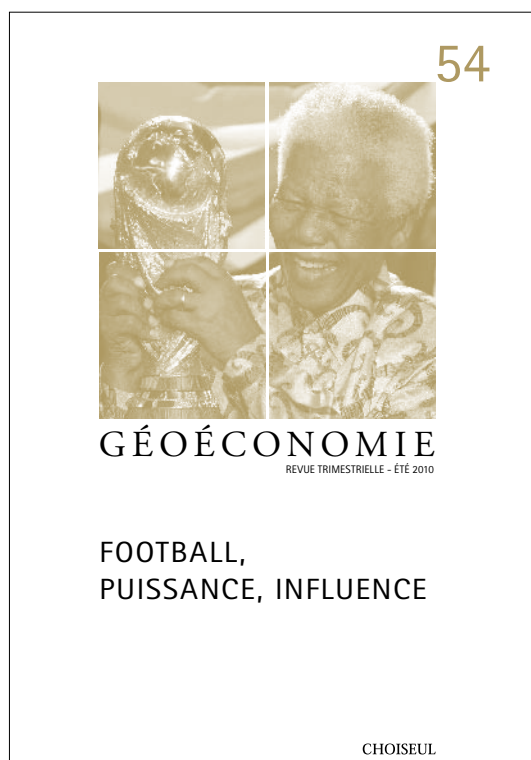
Despite his 40 years of existence, the OIF is still facing several challenges. Defend and promote multilingualism in international agency through a strengthening of a "French intransigence"; satisfy and make accessible the demand for learning French all around the world; allow, thanks to the universality of language and values of the OIF, the promotion of a "humanism of diversity"; or to enhance the OIF's legitimacy as an actor of the globalization and of the global governance renewal; such are the challenges of the OIF that we have to face.

CHOISEUL ÉDITIONS

GÉOÉCONOMIE

DOSSIER SPÉCIAL |

FOOTBALL, PUISSANCE, INFLUENCE



Il n'y a pas, au monde, de sport plus populaire que le football. Avec un budget colossal, des mobilisations nationales et internationales à faire pâlir les organisations politiques, une visibilité médiatique que ne connaît aucun autre événement, la Coupe du monde 2010 qui se tiendra en Afrique du Sud vient nous rappeler à nouveau le caractère universel de ce sport. Mais personne n'ignore que les enjeux de la discipline ne sont pas seulement sportifs : le foot est aussi – et avant tout ? – un business. Chiffres d'affaires des clubs, transferts de joueurs et mercato, paris en lignes, sponsors, droits télévisuels et publicité, argent sale : les enjeux financiers dans ce sport sont pharaoniques. À tel point que le football est devenu une composante économique et stratégique de premier plan dans les relations internationales. À tel point, peut-être, qu'il est devenu le miroir de notre société moderne.

Ce numéro exceptionnel de *Géoéconomie* met en lumière les facettes les moins connues du football et fait un état des lieux complet des pratiques économiques, financières et géopolitiques de ce sport.

Revue trimestrielle
144 pages | 155 x 240
20 euros TTC
ISBN : 978-2-916722-74-0
Achat en ligne sur
www.choiseul-editions.com

>> DERNIERS DOSSIERS

GÉOÉCONOMIE n°53 | Les batailles du savoir

Rencontres, échanges, partenariats, débats, séminaires, communications, publications et mutualisation des compétences forment le quotidien des équipes de chercheurs : c'est le versant positif et connu du public. Mais dans un monde globalisé où la recherche, pourtant non-profitable à court terme, est soumise à une forte concurrence, les nations se livrent des batailles sans merci pour attirer les cerveaux, pour innover toujours davantage, pour avoir sans cesse un pas d'avance sur les autres nations savantes.

GÉOÉCONOMIE n°52 | Les secrets des appels d'offre internationaux

On estime à quelque 800 milliards de dollars la valeur globale des appels d'offres passés chaque année dans le monde. Parmi eux, plus de 150 appels d'offres internationaux ont un enjeu financier qui dépasse le milliard de dollars. Qui remporte ces appels d'offres? Pourquoi? Quels sont les secrets de la réussite des dossiers gagnants? Rôle de l'état, lobbying, dispositifs publics et légaux, influence des sociétés privées, contournement des critères d'attribution : quelles sont les règles, pratiques et stratégies à connaître?

GÉOÉCONOMIE n°51 | Les guerres de l'énergie

Face à l'épuisement des ressources en pétrole et aux débats suscités par l'énergie nucléaire ou les agrocarburants, les États doivent repenser leur modèle de développement et répondre à de nouveaux enjeux économiques, politiques et sociaux. Entre prise de conscience des politiques et révolution des comportements individuels, cette livraison de *Géoéconomie* analyse en profondeur les défis énergétiques de demain.

GÉOÉCONOMIE

BULLETIN D'ACHAT OU D'ABONNEMENT

M, Mme, Mlle _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

_____ Code postal _____

Ville _____ Pays _____

Adresse électronique _____

	France	Autres pays
1 an (4 numéros)	75 €	95 €
2 ans (8 numéros)	140 €	190 €

Je souscris un abonnement pour

1 an

2 ans

À partir du numéro _____

Je souhaite acquérir un numéro de Géoéconomie :

n° 51

n° 52

x 20 € le numéro

Date _____

n° 53

n° 54

et frais de port :

Signature/Cachet

France : 2,10 €

Reste du monde : 4, 50 €

Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann

75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700200 - clé RIB : 09

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 009

swift (BIC) : NORDFRPP

précisez

« frais bancaires à la charge du donneur d'ordre »

ou

Paiement par chèque à l'ordre de

CHOISEUL ÉDITIONS.

Choiseul Éditions, 28 rue Étienne Marcel,

75002 Paris, France


Tel +33 1 53 34 09 93

Attention,

les chèques étrangers doivent être en euros,

compensables en France.

54



GÉOÉCONOMIE
REVUE TRIMESTRIELLE - ÉTÉ 2010

**FOOTBALL,
PUISSANCE, INFLUENCE**

CHOISEUL